

Les facteurs politiques de l'unité et des scissions

Stéphane Sirot

Hypothèse : Sur la scène du syndicalisme, la politique occupe dès l'origine le premier rôle. Elle est notamment pour une large part à l'origine tant des moments d'unité que des moments de division.

Sur la longue durée historique, trois éléments majeurs de dimension politique créent les conditions du rassemblement, ou au contraire de l'émiettement s'ils sont absents : la capacité du syndicalisme à porter un projet politique autonome, à envisager l'avenir de la société, à fabriquer de l'utopie ; sa capacité à déterminer un « programme commun » revendicatif, généralement dans un contexte de « poussée des masses ».

Dans ce cadre de cette hypothèse, trois temps peuvent être distingués.

Avant 1914 : éveil au politique et construction de l'autonomie ouvrière

Dès ses premiers pas dans les années 1860, le mouvement ouvrier se pose la question de son rapport au champ politique. Assez rapidement s'impose une double nécessité : la prise de distance d'avec les partis républicains et son corollaire, la construction de l'autonomie ouvrière.

La déception des espoirs placés dans l'avènement et l'enracinement d'une République qui n'a pas accordé des droits sociaux équivalents aux droits politiques a nourri la montée en puissance d'une autonomisation du syndicalisme par rapport aux institutions de la vie politique française (partis, Etat...). Parallèlement, cette voie dans laquelle s'est engagé le mouvement ouvrier a construit chez lui un rapport exacerbé au politique, dans la mesure où il se trouve dès lors confronté à la nécessité de s'emparer lui-même d'un champ qu'il ne peut par nature désertier. Au fond, le syndicalisme s'investit alors de la mission de penser la vie de la cité.

Cette mission crée en même temps les conditions de son unité, fondée sur deux grandes dimensions complémentaires : le consensus de plus en plus large autour de l'indispensable lutte contre les effets du capitalisme, mais également contre son existence même ; la capacité de la CGT à offrir une utopie, à élaborer un projet d'autonomie ouvrière à base d'action directe, cristallisé dans la « Charte d'Amiens ». Ces éléments fondent l'unité.

Les organisations qui échappent à l'unité organique autour de la CGT basent moins leurs réticences sur une opposition politique que sur l'idée selon laquelle leurs particularismes professionnels justifient leur prise de distance avec une structure à base interprofessionnelle (Mines, Bâtiment...).

De l'entre-deux-guerres à la fin du XXe siècle : la résonance fatale des clivages politiques, sur fond de la perte d'autonomie de projet

La Grande Guerre a fait voler en éclats l'utopie politique d'autonomie ouvrière. Dès lors s'ouvre une longue période au cours de laquelle le syndicalisme entre dans un état de subordination et de dépendance face aux séismes du champ politique et subit de plein fouet ses implications.

La division se fige autour d'une ligne de fracture mineure et d'une majeure :

- Mineure : le rapport à la laïcité (donc à la religion) : création de la CFTC, anticléricalisme syndical (CGT, puis FO sur un plan encore plus identitaire).

- Majeure : la ligne de fracture communisme/anticommunisme dont les conséquences majeures sont les scissions de 1921 et 1947, mais aussi l'apparition d'un contexte qui complique l'unité d'action. Avec une CGT plus ou moins soumise au PCF selon les périodes.

Les rares moments d'unité organique ou d'action sont, durant cette période, en grande partie imposés au syndicalisme. Ils correspondent à un dépassement des clivages en raison de circonstances de « poussée des masses », volontiers conjuguées avec des moments forts de l'histoire politique générale :

- Le Front populaire ;
- La Seconde Guerre mondiale (réunification de 1943) et la reconstruction de l'immédiat après-guerre ;
- Les « années 1968 ».

Quoi qu'il en soit, en mal d'un projet politique autonome fort, incapable de générer des utopies unifiantes, le syndicalisme subit ! Il subit à la fois les circonstances qui créent ses divisions, mais aussi très largement celles qui favorisent les instants d'unité (ou de réunification).

Au tournant des XXe-XXIe siècles : l'émiettement sans précédent, symptôme de pauvreté politique

Cet émiettement sans précédent est contemporain de la chute de communisme en Europe. Un contexte à triple entrée s'est construit :

- L'absence de ciment idéologique (pro ou anticommuniste, en particulier ; mais aussi disparition du socialisme autogestionnaire) qui traverse toutes les centrales syndicales ;
- L'absence plus flagrante que jamais de projet syndical autonome, et même d'anti-projet face au triomphe du néo-libéralisme économique et à sa captation des concepts de la gauche politique et syndicale ;
- Le déclin des utopies, générateur d'une pensée dominante à base d'équité par le bas reposant sur une pseudo-idéologie du « bon sens ».

Dans ce cadre, le syndicalisme s'enferme dans la « guerre de tous contre tous » (Pernot), d'autant plus incomprise par le monde du travail que les clivages de la période précédente se sont éloignés. Parallèlement, la « mondialisation » favorise parallèlement des replis sur l'identité de métier (voir l'intéressante démonstration de Capdevielle dans *Modernité du corporatisme*).

Pour autant, les progrès de l'unité du syndicalisme international tendent à montrer que même si l'unité organique est un horizon inatteignable à court ou moyen terme, l'élaboration d'un programme syndical commun est plus envisageable. Y parvenir offrirait un palliatif à la division organique et favoriserait une autonomie du syndicalisme par rapport au pouvoir, en lui permettant d'afficher ses propres réformes sur les questions sociales majeures. Un service utopique minimum, à base de pragmatisme, en somme...

La longue durée de l'histoire offre des enseignements pour le temps présent. La désunion, dommageable au syndicalisme et au salariat, crée deux obligations : la reconstruction d'une démarche d'intervention du syndicalisme dans le champ politique, pleinement assumée et revendiquée ; l'élaboration d'un nouveau projet d'autonomie, aussi bien de revendication immédiate que d'utopies à horizon plus lointain. Cette double nécessité n'est-elle pas d'autant plus flagrante dès lors que les partis politiques se montrent incapables de débattre et de proposer des projets de société alternatifs ?